

§ 3. La modification de la durée du Prêt gagnant-gagnant n'est considérée comme une modification valable que si :

- 1° la prolongation va de pair avec une suspension de paiement pour la même période ;
- 2° l'acte de prolongation répond à toutes les conditions du décret du 19 mai 2006 et de ses arrêtés d'exécution ;
- 3° l'acte de prolongation est rédigé à l'aide du formulaire type, visé au paragraphe 1^{er}, qui est mis à disposition par la société de garantie ;

4° l'exemplaire original de l'acte de prolongation et le nouveau tableau d'amortissement sont remplis dûment et complètement ;

5° dans les trois mois après la signature de l'acte de prolongation, le prêteur envoie un exemplaire original de l'acte et du nouveau tableau d'amortissement par lettre recommandée à la société de garantie ou par courrier électronique ou tout autre moyen de télécommunication qui génère une pièce écrite, adressée à la société de garantie et munie d'une signature numérique satisfaisant aux exigences du Code civil. Le cachet de la poste sur la copie de l'envoi ou l'accusé de réception du courrier électronique, fait foi pour l'envoi.

§ 4. Dans le délai d'un mois après avoir reçu l'acte de prolongation et le nouveau tableau d'amortissement, la société de garantie enregistre l'acte de prolongation.

§ 5. Dans la semaine suivant l'enregistrement, la société de garantie informe le prêteur de la prolongation à l'aide d'une lettre ou d'un courrier électronique. Cette notification est envoyée à l'adresse ou à l'adresse e-mail du prêteur, mentionnée dans l'acte, ou, en cas de changement d'adresse, à la nouvelle adresse que le prêteur a communiquée à la société de garantie.

Seul le prêteur est informé de l'enregistrement. Si l'emprunteur souhaite en être informé, le prêteur et l'emprunteur doivent convenir des dispositions à cette fin.

§ 6. La société de garantie informe l'administration fiscale des modifications visées au paragraphe 1^{er}. ».

Art. 12. Dans le texte néerlandais de l'article 13 du même arrêté, le mot « duurtijd » est remplacé par le mot « looptijd ».

Art. 13. À l'article 14 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 4 février 2011 et 6 mars 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'administration fiscale fédérale » sont chaque fois remplacés par les mots « l'administration fiscale » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, 1°, le membre de phrase « , le tableau d'amortissement » est inséré entre les mots « le Prêt gagnant-gagnant enregistré » et les mots « et la lettre » ;

3° dans le paragraphe 1^{er}, 2°, les mots « des soldes dus » sont insérés entre les mots « le montant » et les mots « de tous les montants prêtés » ;

4° le paragraphe 1^{er} est complété par un point 3°, rédigé comme suit :

« 3° tenant la lettre portant enregistrement de l'acte de prolongation, l'acte de prolongation et le nouveau tableau d'amortissement à la disposition de l'administration fiscale. » ;

5° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« L'administration fiscale peut demander aux prêteurs de fournir la preuve que les conditions, visées à l'article 3, § 3, 5°, du décret du 19 mai 2006, sont remplies. ».

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 15. Le ministre flamand ayant l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 13 novembre 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
H. CREVITS

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2020/16126]

13 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van artikel 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 29 mei 2020 over het verlenen van een handelshuurlening aan huurders die verplicht moeten sluiten ten gevolge van de maatregelen genomen door de Nationale Veiligheidsraad vanaf 12 maart 2020 inzake het coronavirus, wat betreft de termijn en de praktische modaliteiten voor aanvragen

Rechtsgronden

Dit besluit is gebaseerd op :

- het besluit van de Vlaamse Regering van 7 oktober 2005 aangaande het Agentschap Innoveren en Ondernemen;
- de beslissing van de Vlaamse Regering van 20 juni 2014 betreffende de overdracht van aandelen Participatiefonds (PF) Vlaanderen aan PMV en beheervergoeding 2014.

Vormvereisten

De volgende vormvereisten zijn vervuld :

- De Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, heeft zijn akkoord gegeven op 12 november 2020.

- Er is geen advies gevraagd aan de Raad van State om dezelfde reden die gegeven werd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 29 mei 2020, en de omstandigheden in die zin zijn geëvolueerd dat na een periode van versoepeling van de maatregelen er sedert 2 november 2020 opnieuw verstrengde maatregelen zijn opgelegd. Die gewijzigde omstandigheden vergen een snelle aanpassing van de data in artikel 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 29 mei 2020.

Motivering

Dit besluit is gebaseerd op het volgende motief :

- Het coronavirus heeft nog altijd een grote socio-economische impact. Op 1 november 2020 werden opnieuw verstrengde maatregelen afgekondigd, waardoor veel handelaars vanaf 2 november 2020 opnieuw verplicht zijn hun zaak te sluiten. Het is dan ook wenselijk om de getroffen handelaars langer de mogelijkheid te bieden om gebruik te maken van de steunmaatregel. Voor de goede praktische verwerking wordt de termijn voor de bevestiging van de aanvraag eveneens gewijzigd.

Juridisch kader

Dit besluit sluit aan bij de volgende regelgeving :

- de verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

Initiatiefnemer

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Economie, Innovatie, Werk, Sociale economie en Landbouw.

Na beraadslaging,

DE VLAAMSE REGERING BESLUIT :

Artikel 1. In artikel 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 29 mei 2020 over het verlenen van een handelshuurlening aan huurders die verplicht moeten sluiten ten gevolge van de maatregelen genomen door de Nationale Veiligheidsraad vanaf 12 maart 2020 inzake het coronavirus worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de datum "1 december 2020" wordt vervangen door de datum "1 maart 2021";
- 2° de datum "4 december 2020" wordt vervangen door de datum "4 maart 2021".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2020.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor de economie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 november 2020.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

J. JAMBON

De Vlaamse minister van Economie, Innovatie, Werk, Sociale economie en Landbouw,

H. CREVITS

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2020/16126]

13 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mai 2020 accordant un prêt au bail commercial aux locataires contraints à la fermeture à la suite des mesures prises par le Conseil national de sécurité depuis le 12 mars 2020 dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, en ce qui concerne le délai et les modalités pratiques pour les demandes

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 octobre 2005 relatif à l'« Agentschap Innoveren en Ondernemen » ;
- la décision du Gouvernement flamand du 20 juin 2014 sur le transfert d'actions du « Participatiefonds (PF) Vlaanderen » à la PMV et sur l'indemnité de gestion 2014.

Formalités

Les formalités suivantes sont remplies :

- Le ministre flamand compétent pour le budget a donné son accord le 12 novembre 2020.
- L'avis du Conseil d'État n'a pas été demandé, pour les mêmes raisons que celles avancées dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mai 2020, et les circonstances ont évolué de telle sorte que, après une période d'assouplissement, des mesures plus strictes ont de nouveau été imposées depuis le 2 novembre 2020. Ces nouvelles circonstances exigent une adaptation rapide des données mentionnées à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mai 2020.

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur le motif suivant :

- Le coronavirus continue d'avoir un impact socio-économique important. Le 1^{er} novembre 2020, des mesures renforcées ont de nouveau été promulguées, obligeant de nombreux commerçants à fermer leur entreprise à partir du 2 novembre 2020. Il est donc souhaitable de permettre aux commerçants concernés de bénéficier de la mesure d'aide pendant une période plus longue. Afin de permettre un bon traitement pratique, le délai de confirmation de la demande est également modifié.

Cadre juridique

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. À l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mai 2020 accordant un prêt au bail commercial aux locataires contraints à la fermeture à la suite des mesures prises par le Conseil national de sécurité depuis le 12 mars 2020 dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° la phrase « Le locataire introduit une demande via le site internet de l'Agence de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat avant le 1 décembre 2020 » est remplacée par la phrase « Le locataire introduit une demande via le site internet de l'Agence de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat avant le 1^{er} mars 2021 » ;
- 2° la phrase « Le bailleur confirme la demande avant le 1 décembre 2020. » est remplacée par la phrase « Le bailleur confirme la demande avant le 4 mars 2021. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 2020.

Art. 3. Le ministre flamand ayant l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 13 novembre 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

H. CREVITS

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2020/31660]

13 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Vlaamse Regering tot erkenning van de COVID-19-crisis en tot afwijking van de regeling over de Winwinlening

Rechtsgrond

Dit besluit is gebaseerd op:

- het decreet van 19 mei 2006 betreffende de Winwinlening, artikel 9/1 en 9/2, ingevoegd bij het decreet van 2 oktober 2020.

Vormvereisten

De volgende vormvereisten zijn vervuld:

- het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor begroting, is gegeven op 24 september 2020.
- De Raad van State heeft advies 68.108/1 gegeven op 29 oktober 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Motivering

Dit besluit is gebaseerd op het volgende motief:

- Omdat de Vlaamse economie hard wordt getroffen door de COVID-19-crisis, wil de Vlaamse Regering het bestaande instrument van de Winwinlening verruimen en de getroffen ondernemingen ondersteunen door de kredietpartijen de mogelijkheid te geven om de Winwinlening te verlengen, met uitbreiding van het fiscale voordeel.

Juridisch kader

Dit besluit sluit aan bij de volgende regelgeving:

- het Winwinleningbesluit van 20 juli 2006.

Initiatiefnemer

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Economie, Innovatie, Werk, Sociale economie en Landbouw.

Na beraadslaging,

DE VLAAMSE REGERING BESLUIT :

Artikel 1. De huidige economische situatie wordt met ingang van 15 maart 2020 erkend als de COVID-19-crisis als vermeld in hoofdstuk VI/1 van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de Winwinlening.

Het einde van de COVID-19-crisis zal bij mededeling op de Vlaamse Regering worden vastgesteld.

Art. 2. Als de partijen gebruik maken van de mogelijkheid om de looptijd van de Winwinlening te verlengen, vermeld in artikel 9/1 van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de Winwinlening, wordt de aanspraak op het jaarlijks belastingkrediet, vermeld in artikel 8 van hetzelfde decreet, en het eenmalig belastingkrediet, vermeld in artikel 9 van hetzelfde decreet, met eenzelfde periode verlengd.

De verlenging, vermeld in het eerste lid, kan een of twee jaar bedragen.